

Investissement durable : un boom à structurer

Si le succès des stratégies ESG ne se dément pas auprès des investisseurs, la nécessité d'indicateurs fiables se fait toujours ressentir. Certains cabinets d'IE, comme Global Risk Profile (GRP), accompagnent les investisseurs grâce à des indices dédiés. Des outils qui ne doivent cependant pas conduire à exclure systématiquement les entreprises non-vertueuses, qu'il s'agit, au contraire, d'accompagner dans leur transition.

Concilier performance financière et durabilité/convictions : un paradoxe indépassable pour les investisseurs ? A l'heure où les scientifiques du monde entier tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences du changement climatique, de la pollution ou encore de l'érosion de la biodiversité, l'investissement durable gagne en popularité auprès de nombreux acteurs institutionnels ou privés, qui choisissent de ne pas choisir entre rendement et développement à long terme. L'appétit pour les stratégies ESG, tenant compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, ne cesse ainsi de s'aiguïser.

Un appétit grandissant pour les stratégies ESG

Investir durablement passe, le plus souvent, par une politique dite « d'exclusion », consistant à privilégier les actions d'entreprises vertueuses, au détriment de sociétés « infréquentables », exposées à un risque élevé de déconvenues ou de scandales - on se remémore, à ce titre, celui du « Dieselgate » ayant frappé Volkswagen en 2015 et conduit l'action du constructeur allemand à perdre plus de 30% de sa valeur. In fine, l'investissement durable permet le plus souvent d'obtenir de meilleurs rendements, en plaçant les gérants de fonds à l'abri des soubresauts liés à la réputation de telle ou telle entreprise peu fiable.

Autant d'avantages intégrés par les investisseurs, si l'on en croit une enquête menée en mars 2018 par Natixis Investments Managers, selon laquelle 59% des conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI), 57% des sélectionneurs de fonds professionnels et 56% des investisseurs institutionnels pensent qu'il est possible de générer de l'alpha grâce aux stratégies ESG. De même, près de six investisseurs individuels sur dix (56%) jugent que les sociétés faisant preuve d'un haut niveau d'intégrité surpasseront les autres. Enfin, 60% des investisseurs institutionnels intègrent d'ores et déjà l'ESG dans leurs portefeuilles, et les deux tiers (66%) d'entre eux estiment que l'investissement ESG se généralisera au cours des cinq prochaines années.

De la nécessité d'indicateurs fiables

Si cette dynamique semble ancrée dans le temps, « la demande pour les stratégies ESG augmente plus vite que l'offre disponible, relève Jean Raby, directeur général de Natixis Investments Managers, selon qui des actions sont (encore) nécessaires, notamment en matière de taxonomie et de labels dans l'ensemble de l'industrie, mais aussi en faveur d'une plus grande transparence sur les reporting ESG et le climat ». Autrement dit, la demande de données et rapports plus pointus qu'ils ne le sont aujourd'hui se fait fortement ressentir. Pour y répondre, de plus en plus de cabinets spécialisés se proposent donc de mettre des indices ESG à l'usage des PME et grandes entreprises.

C'est, par exemple, le cas du cabinet d'intelligence économique (IE) Global Risk Profile (GRP).

Spécialisé dans la Due Dilligence, GRP a développé deux indices, le Global Corruption Index, rendant compte du niveau de corruption dans près de 200 pays, et le ESG Index, qui évalue quant à lui les risques pays selon trois critères : environnement, droits de l'homme et santé sécurité. Des indices qui peuvent être personnalisés à la demande afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque secteur d'activité. Responsable de la recherche et du développement chez Global Risk Profile, Sonia Thurnherr précise : « Ces indices permettent de déterminer l'exposition aux risques en fonction du pays et de l'industrie. Ils constituent une première étape dans le processus d'analyse pour une diligence raisonnable. »

L'exclusion, à manier avec précaution

Investir durablement suppose donc de respecter certains critères. Faut-il, pour autant, systématiquement tourner le dos aux pays et entreprises ne les respectant pas aussi scrupuleusement qu'on le souhaiterait ? Ne confondons pas convictions et contreproductive chasse aux sorcières : il convient au contraire, comme le rappelle cette note de BNP Paribas Asset Management, de « dialoguer avec elles et d'examiner si elles pourraient s'engager dans une politique plus durable. () En parvenant à en inciter certaines à adopter des mesures d'économie d'énergie, l'investissement durable peut avoir un impact plus grand que simplement accroître le nombre de trajets en vélo ou mieux trier les déchets ménagers ».

Un approche ouverte, non-dogmatique, s'impose donc. D'autant plus que la question du respect des critères ESG s'avère plus complexe qu'il n'y paraît. « Il reste beaucoup de chemin à parcourir », estime dans une tribune parue sur le site du Temps Michael Rockinger, professeur à HEC, selon qui la principale « difficulté est de savoir où placer le curseur. () C'est cette complexité qui fait que, pour le moment, les critères ESG constituent un thème dont les acteurs de la finance parlent mais dont ils n'ont pas encore trouvé la recette miracle de la mise en place ». La balle est dans le camp des cabinets d'IE.